Italie : décomposition et recomposition à venir

lundi 5 mars 2018, par Denis COLLIN

Les élections italiennes du 4 mars marquent une nouvelle étape dans la crise de l'Union européenne. Un peu partout on entend dire que c'est le retour du fascisme à Rome. Évidemment, il n'en est rien. Il n'y a pas plus de fascistes en Italie qu'ailleurs en Europe (à l'exception de la Turquie où ils sont au pouvoir et organisent méthodiquement la fascisation du régime). Le mouvement Cinque Stelle (M5S) est un parti attrape-tout mais n'est en rien un parti fasciste et c'est lui le grand vainqueur. Le deuxième vainqueur est la Lega (elle ne s'appelle plus Lega Nord et se présente aux suffrages de tous les Italiens) qui arrive en tête de la coalition du « Centrodestra ») et ce n'est pas non plus un parti fasciste, mais un parti réactionnaire, passablement xénophobe, mais qui n'a aucun projet totalitaire et accepte les règles du jeu démocratique. Bref les fascistes ne gagnent pas les élections. Le seul mouvement fasciste, « Casapound », tourne autour de 1% des suffrages.

Certes, ce matin la Bourse de Milan a reculé de deux points. Avec -5,5% le titre Mediaset, la société de Berlusconi est particulièrement chauté. Les milieux d'affaires sont inquiets. Leur champion, Matteo Renzi, leader du PD, le Macron florentin, est battu à plates coutures. Avec un électeur du cinq, le parti sortant est défait et l'heure des règlements de compte a sonné. Renzi a d'ailleurs démissionné dès ce matin de la présidence du PD et le centrosinistra est sans chef. Cependant, tout en proclamant qu'il refusera tout « inciucio » (ce mot désigne les conversations secrètes entre les chefs des partis qui disent tout bas le contraire de qu'ils affirment tout haut), Renzi précise que sa décision ne sera effective qu'après la constitution du nouveau gouvernement et donc il garde la main sur le parti qui sera consulté nécessairement pour la formation du nouveau gouvernement.
« Inciucio » quand tu nous tiens… Luigi Zanda, chef du groupe parlementaire PD au sénat s'étonne d'ailleurs de cette « décision incompréhensible » de Matteo Renzi.

Mais de l'autre côté, Berlusconi, qui avait multiplié les marques de bonne volonté européiste est battu lui aussi par son colistier Salvini, leader de la Lega. Patatras, tout le scenario de la « grande coalition » à l'italienne s'effondre ! Les têtes pensantes (c'est-à-dire les têtes creuses) de l'UE savaient que le centrosinistra allait perdre des plumes et ils devinaient que la situation politique allait être tendue le 5 mars au matin et c'est pourquoi on parlait d'un scénario à l'allemande, un gouvernement d'entente nationale Berlusconi-Renzi, renvoyant à leur marginalité la Lega et le M5S. Mais ce scénario ne peut plus fonctionner car les deux grands vaincus sont Renzi et Berlusconi, le PD et Forza Italia. Et c'est bien cela le fait majeur de ces élections, fait majeur que veulent camoufler tous ceux qui dissertent sur le « danger fasciste ». Matteo Salvini, le dirigeant de la Lega (« il carroccio », le carrosse qui est symbolise la ligue des milices des communautés de la plaine du Po à partir du Xie siècle), réclame en tout cas le poste de premier ministre.

Le M5S est lui aussi dans une situation difficile. Il doit se présenter comme un parti responsable. Premier parti d'Italie, il revendique à juste titre le gouvernement et Di Maio se voit bien « premier » mais il doit rechercher des alliés, au risque de perdre son aura « anti-système ». Di Maio veut parler avec tout le monde, mais au grand jour dit-il. On verra.

Avant les élections, Paolo Florès d'Arcais, philosophe et représentant du courant laïque radical, l'un des principaux animateurs de l'excellente revue Micromega, écrivait que dans ces élections le choix était entre « le pire, le plus pire et le très pire ». C'est à peu près exactement l'ordre d'arrivée (M5S,

PD, Lega). Le renouveau, ce sera pour plus tard. Il faut que les choses se décantent et que notre vieille amie la taupe creuse encore. Les divers groupes de gauche sont réduits à peu de choses. Anciens membres du PD, les animateurs de Liberi & Uguali (« libres et égaux ») sont souvent des anciens du PCI ou du PDS qui rompent avec Renzi. Se rendent-ils sincèrement compte de l'immense faute qu'a été la construction du PD, dissolvant tous les liens que le PDS (puis les DS) conservait peu ou prou avec le mouvement ouvrier italien ? Sans doute pas. Ils restent européistes et leur rupture avec Renzi apparaît comme une affaire de famille qui a mal tourné. Pourtant, L&U avait refusé de faire partie de la coalition du centrosinistra et ils ont donc un coup d'avance dans les règlements de comptes qui viennent, en dépit de leur 3-4% de voix et d'un tout petit nombre de parlementaires. Les partis d'extrême gauche sont groupusculaires, y compris le Partito Comunista (1%). Le PRC (Rifondazione Comunista) qui était un parti encore influent voici une quinzaine d'années a complètement disparu de la circulation. Le PRC et le PCdI (une scission de l'ex-PCI menée par les « communistes orthodoxes ») avaient apporté leur soutien à un mouvement né des centres sociaux, Potere al Popolo qui doit se contenter de maigres résultats (2 à 3%).

« Mars chaud pour les grèves » annonce la Repubblica. Le premier rendez-vous est fixé au 7 mars à la poste et au 8 à l'occasion de la journée des femmes. En Italie, comme en Allemagne ou en France, la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot.